



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT
REGLEMENTATION PROVISoire
DU STATIONNEMENT DES
VEHICULES**

**5 RUE SERGENT LOVY
DU SAMEDI 22 AOÛT 2026
AU DIMANCHE 23 AOÛT 2026**

**STATIONNEMENT D'UN VÉHICULE ET
D'UNE REMORQUE ET D'UN FOURGON**

Le Maire de la ville de TULLE,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,
- Vu le Code de la voirie routière,
- Vu le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire),
- Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,
- Vu le Code de la route et notamment l'article R. 417-10,
- Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,
- Vu la délibération instaurant les redevances pour l'année 2026,
- Vu la délibération n°1 du 24 juin 2026 relative à la délégation accordée au Maire et aux Adjoints conformément aux articles L.2122.22 et L.2122.18 du Code Général des Collectivités Territoriales (abrogation et remplacement de la délibération n°2 du 27 mars 2026),
- Vu la demande par laquelle Mme LAUBERTIE IRENE demeurant 5 RUE SERGENT LOVY 19000 TULLE demande l'autorisation pour la réalisation d'un déménagement sur le domaine public et l'occupation temporaire de ce dernier :
- stationnement d'un véhicule et d'une remorque et d'un fourgon 5 RUE SERGENT LOVY (Tulle),

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le bénéficiaire (Mme LAUBERTIE IRENE) est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public, conformément à sa demande :

- du 22/08/2026 au 23/08/2026, de 8 h à 20 h, le demandeur sera autorisé à stationner un véhicule et une remorque et un fourgon sur 2 places de stationnement, 5 RUE SERGENT LOVY.

ARTICLE 2 : Les prescriptions suivantes s'appliquent 5 RUE SERGENT LOVY :

- Le stationnement des véhicules est interdit sur deux emplacements. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate ; des panneaux B6a1 matérialiseront ces interdictions.

ARTICLE 3 : La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions décidées par délibération du Conseil Municipal, et dont les modalités

